

## **CH\_VB 07-1741 7497 vom 3. Oktober 2008**

Bundesverwaltung, 2008-10-03, DE

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch\\_vb\\_07-1741\\_7497\\_](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch_vb_07-1741_7497_)

FR: CH\_VB 07-1741 7497 du 3 octobre 2008

IT: CH\_VB 07-1741 7497 del 3 ottobre 2008

### **Erwägungen**

#### **E. 1**

les personnes astreintes au service militaire, lorsqu'elles sont au service militaire, à l'exception des permissionnaires qui commettent, sans rapport avec le service de la troupe, les infractions prévues aux art. 115 à 137b et 145 à 179;

#### **E. 4**

Ne concerne que le texte italien.

#### **E. 8**

RS 321.0

#### **E. 9**

RS 311.0

#### **E. 10**

RS 321.0

Code pénal militaire et procédure pénale militaire 7502 Titre précédant l'art. 159 Section 6 Procédure en révocation ou en réintégration Art. 159, al. 1 1 Des débats sont nécessaires lorsque le tribunal militaire ou le tribunal militaire d'appel doivent statuer sur la révocation d'un sursis (art. 40 CPM11) ou sur une réintégration (art. 89 CP12). L'art. 119, al. 1bis, est réservé. Art. 172, al. 3 3 Sont en outre susceptibles d'appel les décisions des tribunaux militaires sur la révocation d'un sursis (art. 40 CPM13) ou sur une réintégration (art. 89 CP14). Art. 184, al. 1, let. b 1 La voie de la cassation est ouverte contre: b. les décisions des tribunaux militaires d'appel sur la révocation d'un sursis (art. 40 CPM15) ou sur une réintégration (art. 89 CP16); Art. 195 Recevabilité La voie du recours au Tribunal militaire de cassation est ouverte contre les décisions des tribunaux militaires et des tribunaux militaires d'appel, à moins qu'elles ne soient susceptibles d'être attaquées en appel ou en cassation, notamment dans les cas suivants: a. mise à exécution des peines suspendues, après l'exécution des mesures; b. refus du relief; c. prononcé sur l'action civile; d. condamnation aux frais et demandes d'indemnité; e. confiscation; f. ordonnance d'arrestation immédiate lors de la communication du jugement. Art. 211 Canton chargé de l'exécution 1 Le canton de domicile du condamné est le canton chargé de l'exécution. 2 Le Conseil fédéral désigne le canton chargé de l'exécution des jugements concernant des personnes qui n'ont pas de domicile en Suisse.

#### **E. 11**

RS 321.0

#### **E. 12**

RS 311.0

**E. 13**

RS 321.0

**E. 14**

RS 311.0

**E. 15**

RS 321.0

**E. 16**

RS 311.0

Code pénal militaire et procédure pénale militaire 7503 Art. 212 Exécution des peines et des mesures 1 Le canton chargé de l'exécution exécute les peines privatives de liberté, les peines pécuniaires, les amendes, les travaux d'intérêt général et les mesures. L'exécution militaire des peines privatives de liberté au sens de l'art. 34b CPM17 est réservée. 2 Le produit des peines pécuniaires, des amendes et des confiscations revient au canton qui a procédé à l'encaissement ou à la confiscation. L'art. 53 CPM est réservé. Art. 215, al. 2 2 Pour les frais de l'exécution des mesures prévues aux art. 56 à 65 CP18, les cantons ont un droit de recours contre les intéressés. III 1 La présente loi est sujette au référendum. 2 Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur. Conseil des Etats, 3 octobre 2008 Conseil national, 3 octobre 2008 Le président: Christoffel Brändli Le secrétaire: Philippe Schwab Le président: André Bugnon Le secrétaire: Pierre-Hervé Freléchoz Date de publication: 14 octobre 200819 Délai référendaire: 22 janvier 2009

**E. 17**

RS 321.0

**E. 18**

RS 311.0

**E. 19**

FF 2008 7497

Code pénal militaire et procédure pénale militaire 7504

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdrukschriften Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali Code pénal militaire et procédure pénale militaire (Modifications découlant de la nouvelle PG CPM et autres adaptations) In Bundesblatt Dans Feuille fédérale In Foglio federale Jahr 2008 Année Anno Band 1 Volume Volume Heft 41 Cahier Numero Geschäftsnummer --- Numéro d'affaire Numero dell'oggetto Datum 14.10.2008 Date Data Seite 7497-7504 Page Pagina Ref. No 10 142 179 Die elektronischen Daten der Schweizerischen Bundeskanzlei wurden durch das Schweizerische Bundesarchiv übernommen. Les données électroniques de la Chancellerie fédérale suisse ont été reprises par les Archives fédérales suisses. I dati elettronici della Cancelleria federale svizzera sono stati ripresi dall'Archivio federale svizzero.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.